

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 31 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le boulot commence**
- 2) **Ils vont rejoindre la Mac(r)onnerie!**
- 3) **Il ouvre le dialogue**
- 4) **Le "dégagisme"**
- 5) **Comme d'hab : ils vont trahir...**
- 6) **La dernière victime**
- 7) **Il est en forêt de Fontainebleau...**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Maintenant, le plus dur commence

Par Grégoire Biseau



Benoît Hamon quitte le bureau de vote du centre Jean Jaurès, à Trappes, le 29 janvier Photo Marc Chaumeil pour Libération

Dès ce lundi, Benoît Hamon va devoir s'atteler à rassembler les socialistes et au-delà avant la présidentielle pour s'éviter une défaite qui rebattrait à nouveau les cartes.

Manuel Valls a réussi un chef-d'œuvre de figure paradoxale : en échouant, il a gagné. Et fait advenir ce qu'il avait théorisé. En tant que Premier ministre, il avait décrété deux gauches irréconciliables. Nous y sommes. Enfin pas tout à fait. Puisque ce ne sont pas deux, mais trois gauches irréconciliables qui se font face aujourd'hui : celle d'Emmanuel Macron, celle de Benoît Hamon et celle de Jean-Luc Mélenchon. Cette recomposition se fera donc sans Manuel Valls. L'ex-Premier ministre est, pour un moment en tout cas, redevenu minoritaire au sein de sa famille politique. Et déjà doublé sur sa droite par Macron et son mouvement En marche. Dimanche, Valls n'a pas que perdu une élection, il s'est aussi coupé toute possibilité de rebond à court terme. Pour autant, l'avenir de la gauche n'a pas été soldé avec le scrutin de dimanche. Hamon a gagné une bataille (importante), mais la guerre ne fait que commencer. Un très mauvais score au premier tour de la présidentielle pourrait, par exemple, rebattre une nouvelle fois les cartes.

Drôle de guerre

Pour Hamon, donc, le plus dur commence. Et les prochains jours vont être cruciaux. Le tout neuf candidat n'aura pas le temps de savourer sa très nette victoire. Il se retrouve dans l'obligation ardente de rassembler sa maison, déjà sous la pression de deux forces centrifuges. A droite, Macron, et à gauche, Mélenchon. Tous les deux souhaitent ouvertement la mort du PS. Dès ce lundi, plusieurs députés sociaux-libéraux pourraient annoncer leur ralliement à l'ex-banquier, qui flambe dans les sondages. Les trois gauches vont se livrer une

drôle de guerre : celle d'une légitimité «démocratique» contre deux légitimités «sondagières». Entre ceux qui ont déjà voté et ceux qui disent pour qui ils voteront demain. Hamon aura raison d'affirmer que la première est la seule qui compte. Les quelque 2 millions d'électeurs de la primaire l'obligent, en toute logique, à aller jusqu'au bout de la compétition.

Pression sondagière

Mais si cet élan ne se traduit pas rapidement dans les intentions de vote pour le premier tour, le jeu médiatico-politique du «vote utile» risque d'empoisonner sa campagne. Au nom (légitime) de la présence de la gauche au second tour de la présidentielle, ses deux adversaires ne vont pas tarder à lui demander de renoncer. On peut le regretter, mais cette pression sondagière, aussi volatile qu'écrasante, risque d'être déterminante dans les dynamiques de ces trois gauches. S'il veut espérer tenir et gagner, Hamon n'a donc pas d'autre choix que de réunir d'abord la maison socialiste, et puis la gauche dans son ensemble. François Fillon, lui, a au moins montré la voie à ne pas suivre : croire que les forces qui font le vainqueur d'une primaire sont les mêmes que celles qui élisent les présidents.

Dans cette entreprise, Hamon a deux vrais atouts et un lourd handicap. D'abord, le candidat a su créer dans cette campagne éclair une vraie ferveur. Certes limitée à un petit cercle de la population, mais bien vivante. Et surtout portée par une partie de la jeunesse. Or, pour reprendre un précepte de François Mitterrand, «la gauche ne peut pas gagner une présidentielle sans la jeunesse». Le deuxième atout de Hamon est sa personnalité. Cette campagne l'a révélé à beaucoup de Français. Lui, l'apparatchik socialiste, a réussi à incarner une forme de renouvellement. Il a un ton (chaleureux) et un style (direct). Il part du particulier pour aller au général. Du bas vers le haut. Il aime parler vie quotidienne et écologie. Une forme de modernité qui peut séduire. D'ailleurs, si Mélenchon est apparu aussi agressif contre lui, c'est bien parce qu'il a compris la menace.

Reste son handicap, son programme. Deux gros sujets empêchent plusieurs ministres, et beaucoup de sympathisants PS, de monter dans la voiture Hamon : la crédibilité budgétaire de ses mesures (notamment de son revenu universel) et la dimension européenne de son programme. Sur le papier, la synthèse programmatique apparaît impossible. Mais s'il veut transformer sa cagnotte de la primaire en capital présidentiel, Hamon doit impérativement trouver les chemins du compromis. Premier défi difficile mais indispensable.

Grégoire Biseau



II) Hamon vainqueur, les menaces de désertion se multiplient au PS

Par Marc de Boni

<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/01/30/35003-20170130ARTFIG00052-hamon-vainqueur-les-menaces-de-desertion-se-multiplient-au-ps.php>

La victoire du candidat marqué à gauche au sein du PS fait souffler un vent de panique du côté des «réformateurs». Plusieurs songent ouvertement à rallier Emmanuel Macron.

Le plus dur reste-t-il à faire pour Benoit Hamon ? Malgré son éclatante victoire face à Manuel Valls dimanche 29 janvier, le candidat désigné par la primaire à gauche n'est pas du tout assuré de trouver ni sa famille politique, ni même ses alliés de belle alliance populaire rassemblés derrière lui pour aborder la dernière ligne droite de la campagne présidentielle. Du côté des soutiens de Manuel Valls, dès dimanche soir, de nombreux cadres et élus évoquent leurs doutes et demandent des gages, quand d'autres évoquent directement leur intérêt pour le mouvement d'Emmanuel Macron.

«Benoit Hamon est désormais le candidat de notre famille politique», assurait dimanche soir Manuel Valls. Pas de quoi, visiblement, convaincre l'ensemble de ses fidèles. Interrogé sur RTL, le

député de Gironde Gilles Savary n'y est pas allé par quatre chemins: il ne fera pas semblant de soutenir Benoît Hamon dans les mois à venir. «Moi personnellement, je suis de ceux qui pensent que les simulacres d'unité, les rassemblements de faux amis, qui ont fait les succès électoraux du parti socialiste indéniablement, sont très usés. Et que, l'un des mérites de l'élection de Benoît Hamon, c'est une ligne assez claire. C'est une ligne qui a vocation à rassembler la gauche de la gauche mais qui laisse en jachère la ligne sociale-démocrate».

Les élus PS de l'aile droite se retrouvent mardi

Plutôt que de respecter la parole prise par son champion, le député préfère éviter une «future fronde» au vainqueur: «Il ne faudrait pas que cette partie de cette gauche fasse à Benoît Hamon ce que Benoît Hamon a fait aux gouvernements successifs de cette mandature». «Moi j'attends, dans les jours qui viennent, nous attendons de savoir ce qui va être proposé aux sociaux-démocrates. Soit, comme synthèse, je veux dire, acceptable, soit par organisation au sein du parti socialiste, soit éventuellement, par ralliement à un candidat extérieur qui l'incarne»,

Mardi matin, «les réformateurs» du PS, soutiens de Manuel Valls se retrouveront pour évoquer la suite des événements. Le jour même, le candidat de la Belle Alliance populaire rencontrera les parlementaires de son parti pour tenter de les rassurer. Mais un certain nombre n'a pas attendu qu'il présente ses gages pour prendre le large. «Au vu des résultats de la primaire et conformément à mes convictions, je m'engage derrière Emmanuel Macron», a rapidement annoncé le député du Cantal Alain Calmette. De même pour le député du Nord Dominique Baert, qui a fait savoir à La Voix du Nord Dominique Baert qu'il préfère son «cousin» Macron au «faux frère» Hamon.



alain calmette @alaincalmette Au vu des résultats de la primaire et conformément à mes convictions, je m'engage derrière @EmmanuelMacron

Alors qu'un certain nombre de cadres de premier plan ont déjà déserté Solférino pour rejoindre En Marche!, l'hémorragie pourrait se poursuivre. Selon le Parisien ce lundi matin, les observateurs internes du PS tablent sur quelques dizaines de défections, là où les plus optimistes chez Macron misent sur le départ d'une quarantaine de parlementaires. En attendant, les plus proches soutiens de Manuel Valls prennent les devants et annoncent réfléchir à la création d'une structure

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Aurillac, le 29 janvier 2017

La primaire de la Gauche a donc rendu son verdict ce soir et désigné Benoît Hamon candidat de la Belle Alliance Populaire à l'élection présidentielle.

Malgré ma loyauté sans faille au Parti Socialiste auquel j'appartiens depuis 24 ans, il m'est, en conscience, impossible d'apporter mon soutien au vainqueur de la primaire.

Impossible pour moi, en effet, sauf à renier tous mes votes et mes engagements pris à l'Assemblée durant le mandat qui s'achève, de répondre favorablement à l'appel au rassemblement de celui qui a sapé de l'intérieur le quinquennat de François Hollande, de celui qui n'a eu de cesse d'organiser la division de la majorité parlementaire, allant jusqu'à signer une motion de censure contre le gouvernement. Pour moi qui ai vécu de près la stratégie de destruction systématique des frondeurs, soutenir le plus emblématique d'entre eux est au-dessus de mes forces.

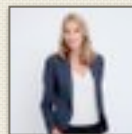
Impossible pour moi, surtout, sauf à renier les convictions qui m'animent depuis tant d'années en faveur d'une gauche réformatrice, responsable, crédible, qui affronte le réel, de soutenir un projet certes sympathique mais irréaliste, qui serait une menace pour notre souveraineté financière, détruirait la compétitivité de notre économie et aboutirait, au final, à un retour de manivelles sur le front de l'emploi. L'histoire nous a déjà montré l'effet boomerang dévastateur des illusions perdues et des rêves brisés par la confrontation à la réalité.

"Macrono-valliste" comme j'aime à me définir, je suis resté fidèle jusqu'au bout à l'homme d'Etat qu'est Manuel Valls tout en affirmant dans le même temps, publiquement et à de nombreuses reprises, ma proximité avec le positionnement politique et les propositions avancées par Emmanuel Macron. Je me reconnais en effet dans sa double volonté de favoriser la compétitivité économique tout en modernisant et garantissant les protections individuelles et collectives. Je partage son engagement européen, sa sensibilité au défi écologique et sa vision de la laïcité. Depuis longtemps, je pense comme lui qu'une recomposition politique autour d'une majorité de projet est nécessaire.

Au vu du résultat de la primaire et en conformité avec mes convictions, c'est donc en toute logique et en conscience que je m'engage dès ce soir derrière Emmanuel Macron. Je prendrai une part active dans sa campagne, nationalement et localement, en mettant toute mon énergie et toute ma détermination pour faire en sorte qu'il devienne notre prochain Président de la République.

Alain Calmette
Député du Cantal

destinée à entretenir la flamme vallsiste en marges du PS, sur le modèle d'une «maison des réformistes». Au niveau des militants, beaucoup semblent avoir pris les devants: selon les confidences d'un cadre d'En Marche! à une journaliste de LCI, le mouvement aurait comptabilisé 5000 adhérents supplémentaires depuis dimanche soir.



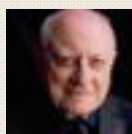
Carrouer Amelie @Acarrouer .@enmarchefr revendique 5000 nouvelles adhésions hier soir ! Info @LCI

Le PRG attend une clarification

Hors du PS aussi, les doutes prennent le pas sur le rassemblement autour de Benoît Hamon. Ainsi le Parti Radical de Gauche de Sylvia Pinel, qui soutenait Manuel Valls pour le second tour, avait pris l'engagement d'un soutien sans appel au gagnant du scrutin. Pourtant le communiqué publié par le parti dimanche soir met surtout en garde le candidat, plus qu'il ne le soutient: «le projet porté par Benoît Hamon, s'il l'a emporté, ne saurait trouver en l'état l'adhésion des radicaux de gauche attachés à l'entreprise, à un développement économique porteur d'emploi et de répartition des richesses en métropole et en

Outre-mer, une laïcité clairement assumée et la relance européenne nécessaire pour protéger les Français des menaces du terrorisme et des abus de la mondialisation. Il revient à Benoit Hamon désormais, s'il souhaite faire gagner la gauche en mai, de trouver les termes du rassemblement. Le PRG entend mener rapidement avec lui les discussions nécessaires à la clarification. Dans l'attente, le PRG invite tous les réformistes de gauche à se retrouver dans les prochains jours pour porter ensemble une parole de gauche crédible dans le débat présidentiel».

Des doutes partagés même du côté des soutiens de la gauche réformatrice issus de la société civile: ainsi l'homme d'affaires Pierre Bergé a-t-il rapidement fait son choix sur les réseaux sociaux. «J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie».



Pierre Bergé @pvgberge
J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale- démocratie

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hamon propose une « majorité gouvernementale » à Mélenchon et Jadot

Le Monde.fr avec AFP

Le vainqueur de la primaire de la gauche a évoqué, dans son discours, sa volonté d'ouvrir le dialogue avec Jean-Luc Mélenchon et avec le candidat écologiste Yannick Jadot.

Benoît Hamon, qui a remporté la primaire à gauche dimanche 29 janvier, a annoncé au soir des résultats qu'il comptait dialoguer avec Yannick Jadot, candidat Europe Ecologie - Les Verts, et avec Jean-Luc Mélenchon, le fondateur du Parti de gauche qui se présente désormais sous la bannière du mouvement La France insoumise. « Je proposerai à Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon de construire une majorité gouvernementale sociale, économique et démocratique », a déclaré celui qui est désormais le candidat du PS. « *Il faudra rassembler la gauche et les écologistes.* »

Ce rapprochement avait déjà été évoqué avant le résultat. Entre les deux tours de la primaire, alors que M. Hamon était favori, Jean-Luc Mélenchon, invité à se prononcer jeudi sur France 2, s'était montré assez ferme, proposant d'inviter Benoît Hamon à boire « *un bon café* ». « *Mais je ne transigerai pas sur le programme. On n'est pas dans un congrès du PS.* » avait-il ajouté.

Dimanche soir, les soutiens de Jean-Luc Mélenchon, comme la coordinatrice du Parti de Gauche Danielle Simonet, ont conservé une attitude sceptique. « *Avant de » NOUS « appeler au rassemblement, Benoît Hamon va devoir se rassembler avec les gens de son parti* » a-t-elle prévenu sur iTélé. Leila Chaibi, militante au sein du mouvement de M. Mélenchon, a également déclaré sur BFMTV : « *Hamon peut nous appeler. On peut même aller boire un café. Mais pour quoi faire ?* ». Elle a ajouté : « *Il ne s'est rien passé ce soir de significatif pour que nous changions de cap.* »

Changement de ton chez Jean-Luc Mélenchon

Mais dimanche soir, M. Mélenchon a légèrement apaisé son discours. Après s'être félicité de la défaite de Valls, dans une note publiée sur Facebook, le candidat a exprimé sa « *satisfaction* » que Benoît Hamon ait « *chanté des paroles si proches des nôtres* » car, explique-t-il, « *dans le combat politique, il est essentiel de commencer par l'élargissement de la surface d'usage des mots que vous employez* ».

« *Pour moi, sixième République, planification écologique, indépendance de la France, couvrent désormais un champ plus large que celui qu'ils occupaient lorsque nous étions seuls à les prononcer* », poursuit celui qui avait opposé jeudi dernier une fin de non-recevoir à toute idée d'un rassemblement avec M. Hamon si ce dernier l'emportait.

« Que pour désigner son candidat le PS ait préféré nos mots à ceux de son propre gouvernement est un fait qui donnera ses fruits le moment venu », se félicite-t-il, y voyant la preuve de l'« hégémonie culturelle » de son programme, « l'Avenir en commun ». « C'est à nous qui avons porté ce choix tant d'années d'être à la hauteur pour le rendre victorieux, la campagne des « Insoumis », et ma candidature sont là pour cela. Rien que pour cela », conclut M. Mélenchon. Un désistement ? « Pas le sujet » pour Jadot

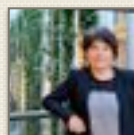
Quant à Yannick Jadot, interrogé lundi matin sur BFMTV sur un éventuel désistement en faveur du candidat PS, il a répondu : « ce n'est pas le sujet ». Il s'est en revanche dit « absolument prêt à rencontrer Benoît Hamon et qui veut, mais sur de la clarté » et « sur de la cohérence ».

« Si Benoît Hamon est prêt à s'émanciper d'un Parti socialiste qui n'a jamais fait sa conversion écologiste (...), si Benoît Hamon est prêt à cette grande aventure, moi je militerai, y compris au sein de ma force politique, pour que nous nous lancions aussi dans cette grande aventure de l'écologie et du social. »

Actuellement donné autour de 2 % des intentions de vote, l'ancien bras droit de Daniel Cohn-Bendit se retrouve en effet coincé entre Jean-Luc Mélenchon, qui a fait de l'écologie le fil directeur de son projet, et Benoît Hamon, qui a fortement verdi son programme.

Ces dernières semaines, les éloges en direction de M. Hamon se multipliaient au sein d'EELV, le candidat du PS ayant présenté un projet très axé sur l'écologie. Yannick Jadot a fini par rappeler ses troupes à l'ordre dans un message interne adressé à la direction du parti, le 7 janvier, où l'on pouvait lire que le projet de Benoît Hamon ne devait « en rien remettre en cause le bien fondé de la candidature écologiste ».

Certains écologistes se sont déjà félicités de la victoire de Benoît Hamon, comme la députée Cécile Dufflot, qui postait dimanche soir une coupe de champagne en photo sur Twitter. Michèle Rivasi, députée européenne qui s'était déclarée favorable à un rapprochement avec Benoît Hamon début janvier, a déclaré sur Twitter que la victoire de M. Hamon invitait à un « rassemblement » avec Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot.



Michèle Rivasi @MicheleRivasi

La désignation de @benoithamon peut changer la donne et le rassemblement avec #Melenchon et #Jadot s'impose face à la droite dure et au FN.

lemonde.fr

IV) A quoi fait donc référence le "dégagisme", applaudi par Mélenchon et ses lieutenants après la défaite de Valls ?

ANTI-VALLSISME - L'expression est reprise en chœur par Jean-Luc Mélenchon et ses lieutenants depuis la victoire de Benoît Hamon à la primaire dimanche soir. Mais évoquer le "dégagisme" pour Manuel Valls revient à comparer ce dernier... à l'ancien dictateur tunisien Ben Ali.

Jean-Luc Mélenchon connaît le poids des mots. Et il n'a pas peur d'en abuser. Dans un billet de blog publié lundi, intitulé "Valls valse, encore une victoire du dégagisme", le candidat de La France insoumise observe que Manuel Valls, **lourdement battu dimanche soir par Benoît Hamon**, est victime d'un mouvement de fond qui consiste à se débarrasser de l'élite dirigeante.

Il y voit l'accréditation de son vieux slogan "Qu'ils s'en aillent tous", et prédit que ce mouvement se poursuivra jusqu'à l'élection, à son bénéfice. "L'insoumission, annoncée par le nom de notre mouvement, partait du constat que ce phénomène travaille en profondeur notre société", se réjouit-il.

L'ancien ministre de Lionel Jospin va plus loin et théorise sur le "dégagisme", qui avait déjà fait l'objet d'un "manifeste" rédigé par **un collectif d'artistes belges en 2011**. Pas besoin d'aller chercher, il en donne lui-même la définition :

Ce phénomène que les Tunisiens avaient nommé le 'dégagisme' par référence au slogan omniprésent de leur révolution démocratique à l'adresse du PS de Ben Ali : 'dégage' Jean-Luc Mélenchon



@ François LO PRESTI / AFP

Valls comparé à un dictateur

Le candidat à la présidentielle a donc transféré ce slogan tiré de la révolution tunisienne à Manuel Valls. Ce qui revient, bien sûr, à faire un parallèle entre l'ex-Premier ministre français et **l'ancien dictateur, accusé d'avoir violé les droits de l'homme, baillonné la liberté d'expression et fait torturer les opposants au régime.**

La formule de Jean-Luc Mélenchon fait déjà florès sur les réseaux sociaux et parmi ses principaux lieutenants. Normal : elle fait écho à son slogan de campagne lancé l'été dernier : "**Je vote, ils dégagent**". Lundi matin, sur BFMTV, Alexis Corbière, lieutenant de Mélenchon, relayait encore la formule :

Il y a un mouvement 'dégagiste' qui traverse la société très fort : les gens en ont marre Alexis Corbière

Un lexique également relayé sur iTélé par la conseillère de Paris Danielle Simonnet : "On est content que Valls dégage. Le mouvement dégagiste montre qu'il y a un souffle d'insoumission dans le pays".

Ou encore l'avocate Raquel Garrido, autre responsable du Parti de gauche, **dimanche soir sur France Info :**

Face à cette dernière, le député PS Luc Carvounas, soutien de Manuel Valls, a fini par s'insurger du parallèle répétitif entre le sort de Manuel Valls et celui du dictateur tunisien. Réponse narquoise de l'avocate : elle sait bien faire "la différence" entre un dictateur et un représentant "de l'oligarchie politico-financière".

Derrière la provocation, l'équipe de La France insoumise fait un pari : celui que Benoît Hamon, même grand vainqueur de la primaire, verra sa campagne plombée par le bilan du gouvernement sortant auquel il sera assimilé. Et que le seul représentant à même de les "dégager tous", c'est l'ancien soutien de François Mitterrand, sénateur, ministre et candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon.

lci.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



JLM 2017 @jlm_2017

"Les sondeurs ne savent pas prendre en compte le mouvement dégagiste, ces têtes et coeurs à conquérir qui s'abstiennent"

V) Comment Valls, de Rugy, Pinel et les autres s'apprêtent à trahir les électeurs de la primaire



photo manuelvalls.fr

Après s'être engagés à soutenir le vainqueur de la primaire, Valls, de Rugy, Pinel et les autres s'apprêtent à de pas respecter l'engagement qu'ils avaient pourtant pris devant leurs électeurs. Les défections avant la clarification ?

Ils ont fait la leçon à la terre entière. En particulier à Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron parce qu'ils refusaient de participer à la primaire de la "Belle alliance populaire ».

Ils ont martelé combien cette primaire était l'unique occasion de faire gagner la gauche. En particulier à Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron accusés de défaire la gauche. Et de la diviser. Ils ont rappelé, chacun des sept candidats, qu'il y avait des convergences majeures entre eux.

Un éphémère "rassemblement"

« *Ce qui nous rassemble (...) est beaucoup plus fort que les divisions qu'on peut avoir* », avait lancé Manuel Valls au micro d'Europe 1, en décembre dernier.

« *Sans doute était-ce un écho à son slogan de campagne d'alors : "Faire gagner tout ce qui nous rassemble". Enfin, ils ont dit "oui". Ils ont même dit "oui" trois fois lors des débats télévisés. À la question « Vous engagez-vous à soutenir le vainqueur de cette primaire ? »*,

l'unité était bien réelle. Du moins en apparence.

Depuis dimanche dernier, une tout autre histoire est sur le point de s'écrire. Valls n'est plus le favori et Hamon pourrait gagner l'élection avec une très large avance. Mais les candidats de la gauche gouvernementale – François De Rugy et Sylvia Pinel, venus prêter main forte à Manuel Valls dans cette primaire, semblent bien décidés à entacher la soirée de Benoît Hamon. Alors qu'un soutien de François de Rugy à Manuel Valls était, si ce n'est naturel, au moins attendu, le candidat écologiste a finalement publié une note sur son blog pour prévenir : « *Je ne me résous pas aujourd'hui à devoir choisir entre écologie et responsabilité* », a-t-il lancé. Malin. Un soutien à l'ancien premier ministre aurait pu lui coûter son ralliement, qu'il annoncera sans doute dans les prochaines heures, au mouvement d'Emmanuel Macron.

Défections vers Macron

Et il ne sera pas le seul. Nombreux, parmi les socialistes et autres participants à la primaire, ne voudront pas soutenir le programme de Benoît Hamon. Comment Manuel Valls, Myriam El Khomri ou Jean-Marie Le Guen – pour ne citer qu'eux – pourraient-ils faire campagne avec une profession de foi qui annonce l'abrogation de la loi Travail ?

Pas étonnant que les parlementaires socialistes s'organisent en ce moment pour déposer dès la semaine prochaine, en réunion de groupe socialiste, un droit de retrait. Les députés socialistes réformateurs vont jusqu'à évoquer « *l'objection de conscience* » pour ne pas faire la campagne de l'un des leurs.

C'est dire l'état de décomposition du Parti socialiste. Et si certains se mettent en retrait de la campagne, près de soixante-dix députés socialistes devraient annoncer leur ralliement à Emmanuel Macron la semaine prochaine. Ironie de l'histoire, celui qui était encore il y a quelques jours le secrétaire national du PS en charge des adhésions, avant d'en démissionner le 20 janvier dernier, Mao Peninou (adjoint d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris), s'apprête à annoncer ce soir son adhésion au mouvement En Marche.

Vers une clarification

La primaire de la Belle alliance populaire n'aura été qu'une trahison de plus envers un électorat de gauche aujourd'hui déboussolé. Les sept candidats avaient pris un engagement devant leurs

électeurs : celui de soutenir le vainqueur. La plupart d'entre eux s'apprêtent à ne pas respecter cet engagement. Ces mêmes candidats qui disent « *vouloir faire de la politique autrement* » décernent partout, sur les plateaux de télévisions et de radios, des brevets en crédibilité. Mélenchon ? Pas crédible. Le revenu universel d'existence ? Pas crédible. La transition énergétique ? Pas crédible. C'est la gauche tout entière – son idéal, ses valeurs, ses progrès, ses rêves et ses utopies aussi – qui n'est pas crédible à leurs yeux. « La gauche doit-elle être de droite pour gouverner ? », interrogions-nous cette semaine... Sans doute que leur crédibilité politique va aussi en prendre un sacré coup.

Une chose est sûre, le divorce est désormais consommé. Et c'est sans doute ce qui pouvait arriver de mieux à la gauche. À savoir, une clarification. Maintenant, le plus dur reste à faire : reconstruire. Et faire émerger une gauche de transformation, unie, à la hauteur des enjeux à venir.

@pjacquemain

regards.fr

VI) Défaite de Manuel Valls: l'ancien Premier ministre, dernier "favori" victime des primaires

Manuel Valls était encore le favori des sondages il y a quelques semaines. Il a finalement lourdement perdu la bataille des primaires. Et il est loin d'être le seul. Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Cécile Duflot, voire François Hollande, tous ont été victimes de ce type de scrutin.



Manuel Valls est un nouvel exemple de favori sorti par les urnes lors d'une primaire.
©Lilian Auffret/Sipa

L'élimination de Manuel Valls dimanche 29 de la course à l'Elysée confirme l'effet dévastateur des primaires pour les têtes d'affiche de la politique, qui ont de plus en plus de mal à résister à l'envie de changement des Français.

Nicolas Sarkozy battu sèchement au 1er tour de la primaire à droite, Alain Juppé distancé au second, Cécile Duflot écartée par les militants écologistes, Manuel Valls battu dimanche. En quelques semaines, un ancien président, deux ex-Premiers ministres, une ex-ministre et chef de parti sont passés à la trappe des primaires, et François Hollande a préféré ne pas s'y frotter.

Après le "tous contre Sarkozy" qui a marqué la primaire à droite, le "tous contre Valls" a brisé les rêves présidentiels de l'ex-Premier ministre. Début décembre, il était donné favori de la primaire après la décision de François Hollande de ne pas se représenter.

C'était compter sans le rejet des électeurs de gauche qui l'ont tenu responsable du bilan du quinquennat.

Evitant l'élimination au 1er tour qui a stoppé net Nicolas Sarkozy, il se retrouve dans la situation d'Alain Juppé, écarté en fin de course. "La primaire pénalise ceux qui ont exercé le pouvoir relativement récemment. On sanctionne ceux qui étaient au pouvoir et qui ont déçu", analyse François Miquet-Marty, président de l'institut ViaVoice.

Fin novembre, l'élimination de Nicolas Sarkozy a été la première surprise des primaires. Les électeurs ne voulaient pas du match revanche Sarkozy-Hollande de la présidentielle 2012 et l'ont fait savoir. "Il y a des dirigeants qui capitalisent plus que d'autres une hostilité émotionnellement forte. La sarkophobie était enfouie mais la campagne l'a forcément réveillée. Hostilité à gauche, mais à droite il était aussi très clivant", note Philippe Braud, politologue au Cevipof (Science-Po).

Avec Nicolas Sarkozy, 62 ans, François Hollande, 62 ans également, avait perdu son meilleur ennemi. Au plus bas dans les sondages, accusé d'avoir trahi ses engagements, le chef de l'Etat a renoncé à se soumettre à la primaire douze jours plus tard.

"La primaire l'a plus handicapé qu'autre chose, on voit bien que l'idée d'un président de la République contraint de participer à une compétition primaire est pour lui un exercice

compliqué", souligne François Miquet-Marty.

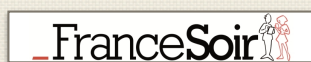
Alain Juppé, 71 ans, a fait les frais de la demande de renouveau. En tête des sondages pendant des mois, il a échoué loin derrière François Fillon au second tour. "Les primaires déplacent un peu ce qui se passait auparavant au 1er tour de la présidentielle, où être favori n'était pas forcément un avantage", note François Braud. Son âge et son décalage par rapport aux attentes des électeurs de droite ont joué contre lui.

A 41 ans, Cécile Duflot pouvait espérer échapper à l'usure du pouvoir, plus de deux ans après avoir quitté le gouvernement. Mais les électeurs EELV lui ont préféré dès le 1er tour des candidats plus écologiquement purs. La méfiance des militants envers les règles du jeu politique ont eu raison de la candidature de l'ex-ministre du logement.

A droite comme à gauche, le vote sanction a souvent primé sur le vote d'adhésion, et le renouveau passe en priorité par le changement de têtes, trop vues, trop connues. Résultat: François Fillon, 62 ans, désigné par la droite, est en politique depuis près de 40 ans et Benoît Hamon, 49 ans, choisi par le PS, depuis plus de 25 ans. L'un comme l'autre ont pourtant réussi à se tenir quelques temps à l'écart.

"La primaire permet de donner une légitimité à celui qui a pris ses distances, elle permet de le réintroduire dans le jeu", note François Miquet-Marty. Et de concilier les attentes des Français, qui veulent à la fois le renouveau et l'expérience.

francesoir.fr



VII) Forêt de Fontainebleau: loup y es-tu ?

Fantasme ou réalité ? L'Observatoire du Loup assure qu'un loup a été repéré en forêt de Fontainebleau, preuve de son déploiement vers l'Ile-de-France. Faut-il crier au loup ?

par yovallier



Jean-Luc Valérie, président de l'Observatoire du Loup est formel : « *Il y en a deux en forêt de Rambouillet et un dans la forêt de Fontainebleau* ». C'est en tout cas ce qu'il vient de déclarer chez nos confrères de BFM, relançant le vieux débat sur la possible installation du canidé en Seine-et-Marne. Depuis trois ans, l'association alerte sur les déplacements de l'espèce, revenue en France en 1992 après 60 ans d'absence dans l'Hexagone. On le trouve dans les Alpes, mais aussi en Provence, dans le Massif Central, les Pyrénées, les Vosges... et désormais la Nièvre et même l'Ile de France.

Pas dangereux pour l'homme

Une annonce qui contredit les conclusions de l'ONCFS (Office national de la chasse et de la faune sauvage) qui a fait des analyses jugées non concluantes en forêt de Rambouillet en décembre dernier.

Alors, le loup a-t-il pointé sa truffe en forêt de Fontainebleau ? Du côté de l'Office National des Forêts, pour l'heure, pas de signe constaté : « *nous n'avons aucun élément sur la présence du loup en forêt de Fontainebleau, nous répond l'ONF. S'il y avait eu des traces, on en aurait eu l'écho de la part de nos agents qui sillonnent le terrain* ». Même son de cloche du côté des chasseurs : « *il n'y a rien de reconnu pour le moment. C'est un fantasme, nous dit-on du côté de la Fédération de Chasse du 77 qui compte 12.500 chasseurs sur le département. De toute façon, je ne pense pas qu'il puisse trouver sa place en forêt de Fontainebleau. C'est une forêt beaucoup trop bruyante, avec les routes, les avions, les promeneurs. Mais on ne peut jamais dire jamais* ».

Un loup, peut-être. De là à conclure que l'espèce se plaise en forêt de Fontainebleau et s'y reproduise, sans doute pas. Dans tous les cas, sa présence pourrait modifier les rapports de force entre espèces : « *c'est le super-prédateur de la forêt, nous dit l'ONF. Il pourrait s'attaquer au*

cerf ou au chevreuil ».

Reste le plus rassurant, qu'il faut rappeler : « *il n'est pas dangereux pour l'homme, dit M. Valérie sur BFM. Depuis trente ans que le loup a commencé à se disperser sur le territoire national, à ma connaissance il n'y a pas un seul cas, même de tentative, d'attaque sur l'homme ».* Et comme les élevages de moutons sont rares sur le département, on peut penser que le loup ne soit que de passage. Pas (encore) de quoi crier au loup, finalement !

Yoann VALLIER
77300 Fontainebleau

La République
de Seine-et-Marne

A Suivre...
La Presse en Revue